

Catalogne: pas de déblocage à l'horizon

Espagne Le Premier ministre ne fait aucune ouverture vers les indépendantistes.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Le référendum informel en Catalogne a été un "simulacre électoral" et un "échec indubitable", a déclaré mercredi à la presse le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy. Les institutions catalanes, quant à elles, y voient un "succès incontestable" puisqu'elles ont réussi à mobiliser le 9 novembre plus de deux millions de personnes.

Qui a raison ?

1 Selon le président de Catalogne, Artur Mas, un total de 2 305 290 citoyens se sont déplacés malgré, parfois, des difficultés dues aux entraves de l'administration centrale ou de bourgmestres. Parmi les votants, 80,76 % ont répondu "oui" à une Catalogne indépendante et 10,07 % "oui" à un "État catalan" dans une fédération ibérique. Le camp indépendantiste signale ces pourcentages comme preuve irréfutable de sa victoire. Selon Mariano Rajoy, Mas et les siens "oublient" que le nombre d'électeurs en Catalogne est d'environ six millions. Dont près des deux tiers sont donc restés chez eux. En outre, les chiffres indépendantistes ont été grossis par l'inclusion inédite de mineurs de 16 ans parmi les

votants. Même les étrangers non européens pouvaient voter mais pas les Catalans résidant dans d'autres régions d'Espagne - soupçonnés d'être anti indépendantistes. Seules 8 des 42 subdivisions administratives catalanes ont montré une nette majorité indépendantiste.

2 Artur Mas croit que les Catalans ont décidé légalement, à travers leurs propres institutions, et qu'ils ont "perdu la peur". Pour lui, la menace de Madrid de poursuivre en justice ceux qui ont collaboré à un référendum non autorisé montre une "absence totale de volonté de dialogue" de la part de M. Rajoy, ce qui serait "dramatique" pour la démocratie et renforcerait les indépendantistes.

Pour Mariano Rajoy, la Generalitat (gouvernement catalan) et ses alliés veulent "imposer" leurs conditions. Ils ont décidé seuls les questions à poser, la date de la consultation et ignoré les arrêts du Tribunal constitutionnel. "Si Artur Mas veut une réforme de la Constitution dans le sens qui lui convient, il en a le droit, mais il devrait commencer par là", a dit le Premier ministre mercredi - même s'il sait que la voie de la réforme constitutionnelle pour donner plus de pouvoirs à la Catalogne

aboutirait à une impasse comme la demande analogue du Pays basque en 2005 rejetée par le parlement de Madrid in fine

3 Artur Mas croit que le 9 novembre a mis fin à une période de faiblesse de sa part face à la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), qui le soutient au parlement. ERC était dernièrement en tête de sondages. Maintenant, Mas fera approuver le budget, avec le soutien de l'ERC, et

pourra gagner du temps pour choisir la date des nouvelles élections régionales qu'il annonce "plébiscitaires". La décision d'appeler aux urnes pour élire un nouveau parlement catalan lui appartient.

Mais le procureur du Roi étudie depuis mercredi la possibilité d'un processus juridique destiné à prononcer

M. Rajoy propose la voie de la réforme constitutionnelle, dont il sait qu'elle aboutirait à une impasse, comme au Pays Basque.

l'incapacité légale de M. Mas. Pour certains, ce serait une erreur politique, mais les plus conservateurs ont l'espoir que cette arme démolira Artur Mas, qui essaie de rester dans le cadre légal.

Plusieurs voix s'élèvent dans l'opposition pour qu'on négocie une réforme constitutionnelle donnant plus de droits à la Catalogne, dont un nouveau système de financement et la reconnaissance de sa "singularité", et qui serait sanctionnée par un vrai référendum.